

Lavigne, Marie, *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*. Paris, Éditions Économica, 1986, 351 p.

Emmanuel Neuman

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702267ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702267ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Neuman, E. (1987). Compte rendu de [Lavigne, Marie, *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*. Paris, Éditions Économica, 1986, 351 p.] *Études internationales*, 18(4), 870–872. <https://doi.org/10.7202/702267ar>

l'empire britannique ne résulte pas simplement d'une poussée interne ou d'attributs systémiques. Pour comprendre l'impérialisme, il faut également observer la situation sociale dans les colonies, situation qui souvent rend une intervention possible et probable. Enfin, Sanjib Basu explique comment l'Inde a su utiliser le non-alignement pour soutenir ses politiques de développement économique. Basu pourrait être plus critique à l'égard des politiques poursuivies puisque, comme l'a montré Francine Frankel, celles-ci n'ont pas été très efficaces (*India's Political Economy*, 1978). Mais le texte contribue tout de même à faire le lien entre les considérations stratégiques et les politiques économiques.

Enfin, en troisième partie, les cas de trois pays communistes sont discutés. Susan Eckstein présente les tensions entre objectifs politiques et contraintes économiques qui caractérisent l'histoire récente de Cuba, toujours très dépendante de ses exportations de sucre. David Stark fait de même pour la Hongrie, en insistant plus sur la dynamique des réformes dans l'entreprise, et Mark Selden conclut en montrant comment les récentes réformes ont diminué les inégalités entre la ville et la campagne en Chine.

Ce qui ressort surtout de ce vaste tour d'horizon, c'est l'abandon unanime des formules toutes faites et d'un tiers mondisme facile. D'une façon ou d'une autre, tous les auteurs soulignent l'ambivalence des relations entre les économies capitalistes avancées et le tiers monde, l'importance des relations sociales nationales, et la diversité des options qui s'offrent à chaque pays, et à chaque acteur social. Ce faisant, et c'est un peu paradoxal, ils détruisent à peu près complètement les concepts qu'ils utilisent, même en les qualifiant, au départ. Que signifient encore en effet les idées de système mondial et d'accumulation globale développées par Wallerstein, une fois que l'analyse part vraiment des réalités nationales? Et en quoi l'idée d'autonomie relative de l'État est-elle utile, lorsque l'approche devient spécifique? L'introduction parle bien de l'émergence d'un État qui serait « plus relativement autonome » — ce qui est au mieux vague et au pire absurde —, mais

aucun des auteurs n'utilise le concept. Ceux-ci mettent plutôt l'accent, avec bonheur, sur les classes sociales et les conflits propres à chaque société. Evans, Rueschemeyer et Stephens eux-mêmes admettent finalement qu'il s'agit bien de la direction à prendre reconnaissant ainsi les limites des concepts proposés au départ, et la richesse des études produites par leurs collaborateurs. Cette richesse, qui résume bien les développements récents en politique comparée et en relations internationales, et la critique implicite des approches globales qui la sous-tend, font de *States versus Markets* un livre solide, et un ouvrage de transition qui augure bien.

Alain NOËL

Département de science politique  
University of Alberta, Canada

LAVIGNE, Marie, *Les relations Est-Sud dans l'économie mondiale*. Paris, Éditions Économica, 1986, 351 p.

Le volume est le résultat de quatre années de recherches effectuées par le Groupe Est-Sud du Centre d'économie internationale des pays socialistes dans le cadre d'un séminaire mensuel au cours duquel les chapitres ont été discutés par les chercheurs qui préparaient en même temps leurs thèses de doctorat. Les travaux ont été dirigés par Mme Marie Lavigne, professeur à l'Université de Paris I et directeur du Centre qui a rédigé également une partie de la première moitié du livre consacrée à l'analyse générale des relations économiques Est-Sud. En dehors des membres du Groupe, le volume contient des contributions dues à plusieurs experts travaillant dans d'autres universités et institutions de recherche. Les pays de l'Est pris en considération, comprennent l'URSS et les six pays membres du CAEM (Conseil d'Assistance Économique Mutuelle ou COMECON): Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Roumanie et Tchécoslovaquie. Comme on le voit, la Yougoslavie n'a pas été incluse.

La première partie définit les concepts de base, c'est-à-dire le Tiers Monde et le développement, examine l'évolution des échanges

commerciaux Est-Sud, consacre un chapitre aux ventes d'armes de l'URSS et des six pays socialistes européens aux pays en voie de développement, un autre à la coopération et à l'assistance et examine l'attitude des pays socialistes vis-à-vis du nouvel ordre économique international. La seconde partie contient une série d'études monographiques sur les zones géographiques, sur certains pays ou groupes de pays sélectionnés d'après les critères qui sont expliqués dans chaque cas. Les monographies traitent des relations économiques entre les pays socialistes européens et les pays de l'OPEP, des relations avec l'Inde, avec l'Amérique latine, avec les pays d'Afrique subsaharienne, et enfin des relations de la Hongrie avec les pays en voie de développement depuis 1970.

L'étude se concentre sur la situation qui s'est créée depuis la crise des années 70 et l'analyse du point de vue des pays de l'Est. Les relations Est-Sud ne sont pas une variante des rapports économiques Nord-Sud, les premières étant de proportions plus modestes, ayant un caractère marginal. En même temps, des différences substantielles opposent l'URSS et les six pays satellites dans leurs relations avec le Tiers Monde et le commerce extérieur des six n'est pas concentré sur les mêmes groupes de partenaires sous-développés que celui de l'Union soviétique. Les petits pays de l'Est sont plus motivés économiquement que politiquement dans ce domaine. À l'exportation, la principale différence entre l'URSS et les six se rapporte au poids des ventes d'armes tandis qu'à l'importation, c'est le pétrole qui les différencie. L'Union soviétique est elle-même un grand producteur et un exportateur de pétrole.

Le chapitre III qui traite des ventes d'armes aux pays en voie de développement est certainement le plus important. Il est rédigé par Laure Desprès, maître de conférences à l'Université de Nantes. Le rôle des combattants pour la paix comme se prétendent les pays socialistes mérite d'être examiné dans l'hypothèse de « marchands de canons ». Comme il n'y a pas de renseignements chiffrés de source socialiste, il faut utiliser des évaluations et des informations provenant

d'autres sources, principalement de sources américaines et de la banque de données de *Stockholm International Peace Research Institute*, créé et financé par le parlement suédois, mais qui est un organisme de recherche indépendant.

C'est la région Moyen-Orient — Afrique du Nord qui représente la plus grosse importatrice d'armes soviétiques. Les prix pratiqués sont controversés, d'autant plus qu'aux mensonges habituels aux marchands de tapis et de canons s'ajoutent des considérations politiques et le secret d'État. Certains acheteurs d'armes soviétiques ne paient pas eux-mêmes leur facture: la Syrie, l'Irak... Ce qui fait qu'indirectement l'Arabie Saoudite et le Koweït sont probablement les plus gros acheteurs de matériel soviétique. Parmi les plus importants exportateurs d'armes au sein du « camp de la paix » figurent la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Roumanie. Ces ventes d'armes représentent pour ces pays une source importante de devises.

Quant à l'ensemble des relations Est-Sud, elles ne sont pas comparables aux rapports Nord-Sud, en raison de leur faiblesse, les flux Nord-Sud sont dix fois plus importants. Il faut ajouter à ces considérations quantitatives, les objectifs poursuivis et le niveau de développement des pays socialistes qui ne possèdent pas les technologies dominantes, les instruments de marché et les moyens financiers des pays capitalistes.

Le programme du Nouvel Ordre Économique International lancé dans les années 1975 et qui constitue la tarte à la crème de nombreuses conférences a été digéré lentement par la propagande des pays socialistes. La position soviétique en cette matière est nuancée. Les conclusions qu'en tire l'ouvrage sous revue sont elles aussi nuancées: « les intérêts des pays socialistes dans leurs relations avec le Tiers Monde... sont contradictoires avec les engagements que les pays en développement voudraient faire prendre à leurs partenaires de l'Est... En fait, on peut se demander si la discussion des thèmes du Nouvel Ordre Économique International conserve quelque pertinence, plus de dix ans après son lancement dans le cadre des Nations Unies, et

l'échec de la mise en oeuvre, aujourd'hui patent, de ce programme » (p. 132).

La conclusion de la partie générale de l'ouvrage attire l'attention sur le fait que l'Est donne de plus en plus priorité aux intérêts économiques sur les grands principes de promotion du socialisme dans le monde. D'autre part, l'accès économique des pays socialistes au Tiers Monde est barré d'obstacles résultant de la concurrence des pays développés et des entreprises multinationales d'un côté et d'un autre côté des rigidités des économies socialistes comme la planification et le commerce d'État ou de facteurs comme l'inadaptation des technologies ou l'inexistence de financements autonomes. Les auteurs qui ont discuté leurs textes avant de les envoyer chez l'imprimeur affirment que les relations économiques Est-Sud sont probablement arrivées à un palier de leur croissance.

Les six chapitres de la seconde partie étudient les relations économiques entre les pays socialistes européens et les pays à orientation socialiste observateurs au CAEM, c'est-à-dire l'Afghanistan, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique et le Yémen du Sud; les relations avec l'OPEP, avec l'Inde, avec l'Amérique latine et avec les pays d'Afrique subsaharienne. Le dernier chapitre examine les relations de la Hongrie avec les pays en voie de développement depuis 1970. L'analyse des données statistiques prouve que les relations sont inégales, les échanges déséquilibrés. La coopération offrait de larges possibilités qui ont été mal exploitées.

Le livre présente dans son ensemble les caractéristiques des travaux universitaires et des ouvrages collectifs, avec les qualités et les faiblesses inhérentes à ce genre de publications. En ce qui concerne les qualités, il faut souligner le sérieux de la documentation en plusieurs langues qui ne sont pas à la portée de tous les chercheurs et l'analyse statistique approfondie. En ce qui concerne les faiblesses, signalons le style pédant dans lequel le terme « problématique » abonde, un certain manque d'unité, l'absence de véritable synthèse. Mais il faut souligner également l'effort d'objectivité dans une matière dans laquelle les lacunes statistiques intentionnelles sont

nombreuses, quand il ne s'agit pas carrément de falsifications, les passions politiques sont exacerbées et les appréciations objectives sont difficiles. Le livre a une valeur scientifique certaine et une utilité incontestable pour les économistes qui s'intéressent aux pays de l'Est et aux pays en voie de développement ou de sous-développement. Une liste des abréviations et un index alphabétique des noms propres et des concepts essentiels auraient été nécessaires.

Emmanuel NEUMAN

*Institut International des  
Sciences Administratives  
Bruxelles, Belgique*

### ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

CHAY, John and ROSS, Thomas E. (Ed.),  
*Buffer States in World Politics*. Boulder and  
London, Westview Press, 1986, 259 p.

Cet ouvrage est un recueil plutôt hétérogène contenant douze essais portant sur des pays, petits et faibles qui font tampon entre des pays plus puissants. Ces États tampons sont, en général, situés entre deux pays rivaux plus grands, avec lesquels ils ont une frontière commune et ils sont beaucoup plus faibles que l'un et l'autre. Mais dans certains cas, le rôle du pays est plus idéologique que stratégique et il ne possède pas de frontière commune avec les États plus puissants.

Pour constituer un véritable État tampon, un pays doit être indépendant et neutre; ses puissants voisins doivent souhaiter cette situation ou au moins la tolérer. Dans certains cas, le relief de l'État tampon, par exemple une chaîne de montagnes ou une zone de marécages, constitue un rempart contre les invasions; mais dans d'autres cas, les communications sont faciles, et cet État entretient de bons rapports commerciaux avec ses voisins plus grands. La composition ethnique, religieuse, linguistique et culturelle de l'État tampon est souvent représentative de ses deux voisins et